

5052H723/15

674

(1944)

## Suppression du droit de timbre sur les actions

Loi portant réforme fiscale	31. 1.44
Note	29. 2.44

*Wey*

29 février 1944

*ML*  
*EF*  
Note sur la suppression du droit de timbre

-----

*cl*  
A - Régime actuel -

a) Caractéristiques du droit de timbre actuel

Le titre I du code fiscal des valeurs mobilières assujettissait jusqu'ici au droit de timbre les actions émises postérieurement au 1er janvier 1851 ainsi que les obligations.

Le tarif de ce droit était de 4,4 % de la valeur nominale des actions (sauf pour les actions des Sociétés dont la durée était inférieure à 10 ans pour lequel il était de 2,2 %) ou de la valeur de remboursement des obligations. Les Sociétés pouvaient s'affranchir du paiement de ce droit fixe en contractant envers l'Etat un abonnement pour la durée de la Société dans le cas des actions ou de la durée des titres dans le cas des obligations. Le taux de cet abonnement était de 0,20 % de la valeur nominale ou de remboursement des titres.

En pratique, la plupart des Sociétés et, en particulier la S.N.C.F. pour toutes ses obligations, s'acquittaient du droit de timbre par abonnement.

b) Exemptions diverses.

Pour que le droit de timbre afférent à un titre soit dû, il faut et il suffit qu'un titre de l'espèce ait été matériellement créé. Pour cette raison les actions de la S.N.C.F. A, B et J n'acquittent pas actuellement le droit de timbre: seuls, en effet, des certificats nominatifs à l'exclusion des titres au porteur eux-mêmes ont été créés.

.....



Sont également exemptes du droit de timbre les obligations détenues par les divers portefeuilles des Sociétés émettrices (pour la S.N.C.F., titres appartenant en particulier à la Caisse des Retraites) ceci par application des principes posés par l'arrêt de Cassation de 1895 : les titres en cause sont considérés fiscalement comme non créés.

B - Réforme résultant de la loi du 31 janvier 1944 -

La loi du 31 janvier 1944 portant réforme fiscale a supprimé le droit de timbre.

a) Les titres créés postérieurement à une date qui sera fixée par un règlement d'administration publique ne seront soumis à aucun droit de timbre.

b) En ce qui concerne les titres existants à la même date les Sociétés qui ont souscrit pour eux un abonnement, devront acquitter pour racheter celui-ci une somme égale à 15 fois son montant annuel.

Toutefois, en ce qui concerne les obligations, la valeur de rachat ne pourra être supérieure à autant de fois la taxe annuelle qu'il restera d'années à courir jusqu'à la date prévue pour le remboursement. Pour les obligations amortissables, ce nombre d'années sera déterminé d'après la durée moyenne de titres en circulation.

Les modalités d'application de ces dispositions seront précisées par le règlement d'administration publique à intervenir.

C - Conséquences financières pour la S.N.C.F.

La S.N.C.F. aura ainsi à verser à l'Enregistrement au titre de ses obligations une somme de l'ordre de 1.800 M. dont 700 M. à

la charge de l'Etat.

1.100 M. resteront ainsi à la charge de la S.N.C.F. dont 1.000 M. représentent des charges de grand équilibre et 100 M. des charges de petit équilibre.